Histoire présente

Poutine, l'Eurasie et le nouveau vieux chauvinisme grand-russe

vendredi 12 août 2022, par LOCHHEAD Robert (Date de rédaction antérieure : 10 août 2022).

Sommaire

- Le soulèvement irlandais (...)
- Les références de Vladimir
- Poutine a interdit Memorial
- L'Empire russe, une puissance
- Le gendarme de la réaction
- Les grandes révoltes polonaise
- En 1849, l'armée russe écrase
- L'impérialisme russe au (...)
- La République soviétique (...)
- L'insurrection de Varsovie en

Cette gauche occidentale qui veut mettre la faute sur l'OTAN et refuse de fournir des armes aux Ukrainiens ne s'adapte pas à la nouvelle époque de rivalités entre trois impérialismes :

• Celui des Etats-Unis, qui dominent l'Occident, entre autres par l'OTAN, et furent depuis 1945, avec le dollar, le gendarme du marché capitaliste mondial. Mais les Etats-Unis ne sont désormais plus le seul *Hégémôn* (Ἡγήμων) de la planète.

• Depuis la restauration du capitalisme dans l'ancienne Union soviétique en 1991 et l'essor depuis un quart de siècle d'un nouveau capitalisme russe, l'impérialisme russe est réapparu dans ses traits anciens et nous occupe plus loin.

• Le nouvel impérialisme de la Chine redevenue prospère et puissante. Mais c'est la dictature bureaucratique totalitaire de ce qui s'appelle encore « *Parti communiste* » chinois mais est le nationalisme impérial *Han* qui opprime Ouïgours, Tibétains, Mandchous et tant de minorités nationales non-*Han* et souhaiterait avaler et « rééduquer » la démocratie bourgeoise pluriethnique de Taïwan.

Ces camarades, je pense en particulier à la majorité de Anticapitalistas en Espagne et à Alain Bihr et Yannis Thanassekos auxquels nous avons répondu sur *Contretemps* il y a quelques semaines, semblent ne pas vouloir voir que l'Ukraine fut pendant des siècles une nation opprimée par la *Grande Russie*. Qu'il s'agit donc de la lutte d'une nation opprimée contre la grande puissance coloniale qui l'opprimait. Une nation opprimée dans son combat pour son autodétermination est en droit de chercher des armes là où elle peut les trouver, fut-ce chez le diable. Qu'il y a en Ukraine une gauche syndicale et politique qui, tout en participant à l'effort de guerre, lutte contre la majorité bourgeoise et contre cette fameuse extrême-droite heureusement très minoritaire. Cette gauche ukrainienne nous appelle à aider à fournir les armes nécessaires à leur pays envahi.

Avant et après sa séparation au XVIIe siècle du grand royaume de Pologne-Lituanie, jusque là la grande puissance régionale, et son rattachement à l'Empire russe, l'Ukraine fut une nation opprimée, par la Pologne d'abord, par la Russie ensuite. Et après le partage du Royaume de Pologne-Lituanie en 1795, divisée entre la Prusse, l'Autriche-Hongrie, et la Russie, les trois grandes puissances absolutistes de l'Europe de l'Est.

Réunifiée par la victoire de l'URSS sur l'Allemagne en 1945, l'Ukraine bénéficiait sous les Constitutions de l'URSS de 1924, de 1936 et de 1977, comme toutes les républiques soviétiques, du Droit à la sécession. En 1991, les Ukrainiennes et les Ukrainiens ont voté par référendum, à 90% des votants et 75% du corps électoral, qu'ils voulaient être désormais un pays indépendant.

L'Ukraine indépendante a accepté en 1992, par le Protocole international de Lisbonne, que toutes les armes atomiques soviétiques, et leurs vecteurs, basées sur son territoire, seraient déplacées dans la Fédération de Russie qui conservait le siège au Conseil de sécurité de l'ONU qui avait été celui de l'Union soviétique. L'Ukraine a alors adhéré en 1994 comme puissance non-nucléaire au Traité de non-prolifération nucléaire.

Vladimir Poutine, devenu président de la Fédération de Russie en 2000, n'a jamais caché qu'il souhaitait la restauration du grand et puissant empire russe tel qu'il existait jusqu'en 1917 comme monarchie tsariste, puis entre 1945 et 1991 sous la forme de l'URSS. Dans son discours du 21 février 2022, quatre jours avant d'envahir l'Ukraine, il n'a pas seulement évoqué le danger de l'OTAN, mais a tout simplement nié l'existence de l'Ukraine en tant que nation distincte de la Russie, comme l'ont toujours fait tous les nationalistes grand-russes depuis le XIXe siècle, et Poutine a accusé Lénine et les Bolcheviks d'avoir « inventé » une Ukraine indépendante en 1918.

Lénine écrivait en 1916 : *« Le fait que la lutte contre un gouvernement impérialiste pour la liberté nationale puisse, dans certaines conditions, être exploitée par une autre « grande puissance » pour ses objectifs également impérialistes, ne peut pas plus inciter la social-démocratie à renoncer à la reconnaissance du droit des nations à disposer d'elles-mêmes que les multiples cas d'exploitation des mots d'ordre républicains par la bourgeoisie dans ses fraudes politiques et ses rapines financières, par exemple dans les pays romans, ne peuvent inciter la social-démocratie à renoncer à son républicanisme. (...)*

Les Socialistes devront expliquer aux masses que les Socialistes anglais qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies et pour l'Irlande, - que les Socialistes allemands qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour les colonies, pour les Alsaciens, les Danois et les Polonais, et qui n'étendent pas la propagande révolutionnaire et l'action de masse révolutionnaire jusque dans le domaine de la lutte contre le joug national, qui n'utilisent pas les incidents comme celui de Saverne [1] pour développer une très large propagande illégale parmi le prolétariat de la nation oppressive, pour organiser des manifestations de rue et des actions révolutionnaires de masse, - que les Socialistes russes qui ne revendiquent pas la liberté de séparation pour la Finlande, la Pologne, l'Ukraine, etc., etc., - que ces Socialistes agissent en chauvins, en laquais des monarchies impérialistes et de la bourgeoisie impérialiste qui se sont couvertes de sang et de boue. » [2]

Léon Trotski, le 22 avril 1939, alors en exil à Mexico, avait pris position à la demande d'Ukrainiens vivant au Canada, alors que l'Ukraine était divisée entre la Pologne qui possédait Lviv et la Galicie, l'Ukraine subcarpathique que Hitler venait d'enlever à la Tchécoslovaquie pour l'offrir à la Hongrie, et la République socialiste soviétique d'Ukraine dévastée par Staline :

« La question ukrainienne que beaucoup de gouvernements et bien des "socialistes" et même "communistes" ont essayé d'oublier ou de reléguer au plus profond du coffre de l'histoire, a de nouveau été placée à l'ordre du jour et cette fois avec une force redoublée. La récente aggravation

de la question ukrainienne est intimement liée à la dégénérescence de l'Union soviétique et de l'Internationale Communiste, aux succès du fascisme et à l'approche de la prochaine guerre impérialiste.

Crucifiée par quatre Etats, l'Ukraine occupe aujourd'hui dans le sort de l'Europe la même position qu'occupait par le passé la Pologne ; avec cette différence que les relations internationales sont maintenant infiniment plus tendues et les rythmes de développement accélérés. La question ukrainienne est destinée à jouer un rôle énorme dans la vie de l'Europe. (…)

La Deuxième Internationale, qui exprimait les intérêts de la bureaucratie et de l'aristocratie ouvrières des Etats impérialistes ignorait complètement la question de l'Ukraine.

Même son aile gauche ne lui accordait pas l'attention nécessaire. Il suffit de rappeler que Rosa Luxemburg, malgré toute sa brillante intelligence et son esprit véritablement révolutionnaire, a trouvé possible de déclarer que la question ukrainienne était l'invention d'une poignée d'intellectuels. Cette position a laissé une profonde marque même sur le Parti communiste polonais. La question ukrainienne était regardée par les leaders officiels de la section polonaise du Comintern comme un obstacle plutôt qu'un problème révolutionnaire.

D'où les tentatives opportunistes constantes d'éviter la question, de l'étouffer, de la passer sous silence, ou de la reporter à un futur indéfini.

Le Parti bolchevik, non sans difficulté, et seulement graduellement sous la pression constante de Lénine, fut capable d'adopter une approche correcte au problème ukrainien. Le droit à l'autodétermination, c'est à dire à la séparation, était étendue par Lénine aussi bien aux Polonais qu'aux Ukrainiens. Lénine ne reconnaissait pas de nations aristocratiques. Toute inclination à éviter ou reporter le problème d'une nation opprimée, il la considérait une manifestation du chauvinisme grand-russe.

Après la conquête du pouvoir, un sérieux conflit a eu lieu à propos de comment résoudre les nombreux problèmes nationaux hérités de la vieille Russie tsariste. En sa qualité de Commissaire du Peuple aux Nationalités, Staline invariablement représenta la tendance la plus centraliste et bureaucratique. Cela s'est manifesté tout particulièrement à propos de la question de la Géorgie et de l'Ukraine. (…)

La Quatrième Internationale doit comprendre clairement l'importance énorme de la question ukrainienne pour le destin non seulement de l'Europe de l'Est ou du Sud-Est mais également pour l'Europe toute entière. Nous avons affaire à un peuple qui a prouvé sa viabilité, qui est numériquement égal à la population de la France, qui occupe un territoire exceptionnellement riche, qui plus est de la plus haute importance stratégique. La question du destin de l'Ukraine a été posée dans toute son ampleur. Il faut un slogan clair et précis qui corresponde à la nouvelle situation. Dans mon opinion, il ne peut au moment présent y avoir qu'un seul tel slogan : Une Ukraine soviétique, des travailleurs et des paysans, unifiée, libre et indépendante. (…) » [3]

Le soulèvement irlandais de Pâques 1916

Le lundi de Pâques 1916, 24 avril 1916, en pleine Première Guerre mondiale, la *Fraternité républicaine irlandaise* a occupé par les armes des bâtiments gouvernementaux à Dublin et a proclamé la *République libre d'Irlande*. Pendant six jours, quelques milliers de combattants de la liberté ont tenu en échec dans des combats de rue acharnés plusieurs dizaines de milliers de soldats britanniques, armés de canons et les vaisseaux de guerre de la Royal Navy mouillés dans le port de

Dublin. Il s'agissait du premier soulèvement armé irlandais depuis l'échec de la révolte de 1798. L'Irlande était depuis le Moyen-Âge la plus ancienne colonie anglaise et les Irlandais ne s'étaient jamais résignés à l'oppression anglaise.

Les insurgés avaient reçu des fusils, des munitions et des grenades, par dizaines de milliers, de l'Allemagne impériale. Un cargo allemand déguisé en navire norvégien neutre et le sous-marin allemand U-19 les avaient déchargés quelques jours auparavant sur une côte ouest isolée de l'Irlande.

Le soulèvement a été cruellement réprimé par la soldatesque britannique. Des centaines de combattants irlandais, et de Dublinois innocents, ont été abattus, deux-mille ont été emmenés en détention en Grande-Bretagne. Début mai, 14 leaders de l'insurrection ont été fusillés à l'issue de procès militaires expéditifs, dont John Connolly, le leader de l'*Irish Workers' Citizen's Defense*, bien connu et très respecté depuis des années au sein de l'*Internationale Socialiste* comme leader syndical de gauche. Grièvement blessé dans les combats, Connolly a été fusillé ligoté sur une chaise.

L'insurrection de Pâques 1916 a été réprimée, mais elle a accéléré la *Guerre d'indépendance irlandaise* qui a conduit à l'indépendance d'une République irlandaise en 1921.

Les militants de gauche qui, aujourd'hui, face à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, veulent en quelque sorte rejeter la faute sur l'OTAN et les États-Unis, et refusent des armes aux Ukrainiens, sont un peu comme des gauchistes allemands qui auraient alors refusé de soutenir le soulèvement de Dublin en le considérant rien d'autre qu'une manœuvre de guerre de l'Allemagne contre la Grande-Bretagne et auraient refusé que l'Allemagne lui fournisse des armes. Parce que pour eux, anti-impérialistes allemands, l'impérialisme allemand devait être leur ennemi principal et rien n'était autorisé qui puisse le renforcer.

Dans la réalité, les sociaux-démocrates de gauche allemands de l'époque, les Spartakistes, ont immédiatement salué le soulèvement irlandais. L'indépendance de l'Irlande, une République irlandaise libre, séparée de la Grande-Bretagne, était déjà depuis des décennies une revendication de l'*Internationale Socialiste*.

Dans la tradition marxiste, nous soutenons inconditionnellement la lutte pour l'indépendance d'une nation opprimée. Nous soutenons une Ukraine indépendante même si elle est dominée par des oligarques, des conservateurs capitalistes et des religieux orthodoxes et catholiques.

Comme la Pologne insurgée du XIXe siècle était dirigée par sa petite noblesse nombreuse et hostile aux paysans.

Comme l'Irlande, enfin indépendante en 1921, était dirigée par des conservateurs catholiques.

Les références de Vladimir Poutine : l'extrême-droite *vieille Russie tsariste*

L'Empire russe d'avant 1917, un immense empire continental d'Eurasie – de la Pologne jusqu'à l'Océan Pacifique, de l'Arctique jusqu'en Iran – un Etat monarchique autoritaire, socialement archi-conservateur, mais avec une forte croissance capitaliste, voilà le modèle de Vladimir Poutine (né en 1952), sa Russie idéale. Son parti politique *Russie Unie* se déclare de « conservatisme russe ».

A la TV, Poutine paraît toujours devant le drapeau à l'aigle bicéphale tsariste. Son ami le *Patriarche de Toute la Russie*, Cyrille / Кирилл (1946), a proclamé dans son discours du 6 mars dernier la « reconquête » de l'Ukraine comme une « guerre sainte » contre l'Occident dégénéré qui « *castre*

les hommes par le féminisme et veut imposer l'homosexualité à la Russie. »

Vladimir Poutine, le macho-judoka, l'athlète et sportif polyvalent, comme la TV d'Etat russe le montre si souvent en pleine action, mais aussi l'homme à épouses et maîtresses cachées, veut personnifier la défense de la *Virilité* par la nouvelle Russie. La justice poutinienne a jeté les féministes de *Pussy Riot* en prison et modifié le Code pénal russe pour permettre aux maris de battre *raisonnablement* leur épouse.

Le dernier tsar, Nicolas II, son épouse et ses enfants, fusillés par les Bolcheviks en 1918, ont été canonisés en 2000 par le Patriarcat de Moscou et réhabilités en 2008 par la Cour suprême de la Fédération de Russie comme victimes des Bolcheviks.

Le gouvernement de Vladimir Poutine soutient l'extrême-droite occidentale comme le faisait le gouvernement tsariste avant 1917. La gauche française d'avant 1917 ne cessait de dénoncer les financements accordés par l'ambassade de Russie à l'extrême-droite française d'alors.

Depuis 2014, Poutine a financé Marine Le Pen en France, en Italie il est l'ami de Matteo Salvini et de Silvio Berlusconi avec ses médias pro-Poutine, et aux Etats-Unis Donald Trump se déclare admirateur de Poutine.

Poutine admire particulièrement le tsar Nicolas Ier (1825 à 1855) et son petit-fils le tsar Alexandre III qui a régné de 1881 à 1894, les plus intelligents et despotiques de la dernière période du tsarisme russe.

Vladimir Poutine a un *directeur spirituel* (*sic*), l'archevêque métropolite de Pskov Tikhon Chevkounov (1958) qu'il partage avec leur ami commun l'oligarque Konstantin Malofeiëv (né en 1974).

Malofeiëv est le fondateur du Collège Saint-Basile le Grand à Moscou qui forme des enfants dans l'amour de la Patrie russe et de ses monarques, dans le rite orthodoxe le plus traditionaliste et leur enseigne le slavon, le vieux russe d'Eglise.

Malofeiëv finance l'Eglise orthodoxe, en Russie et ailleurs, en particulier en Serbie et au Monténégro. En 2013-2014 il a payé 2 millions d'Euros à Jean-Marie Le Pen et au Front National pour sa campagne aux élections européennes. Malofeiëv dirige le groupe de médias *Tsargrad* qui a une audience de 7 millions de téléspectateurs et il possède 10% du capital de *Rostelecom*, le plus grand opérateur de télécommunications de Russie avec ses 100 millions d'abonnés.

Malofeiëv cultive ses liens avec les catholiques intégristes en Occident et avec la droite religieuse des Etats-Unis et leur offensive contre le Droit des femmes à l'avortement.

L'archevêque Tikhon Chevkounov est cinéaste de formation. Il a réalisé en 2008 un documentaire sur la chute en 1453 de l'Empire romain d'Orient, l'Empire byzantin. Son film est une prescription contre la démocratie et pour une monarchie autoritaire. Tikhon a bien sûr aussi publié des livres pieux pour les enfants.

Le rédacteur en chef de cette chaîne *Tsargrad* de Malofeiëv est Alexandre Douguine (1962), un auteur prolifique, brillant polyglotte, conseiller de ministres et députés du *Parti Russie Unie*, le parti de Poutine. Alexandre Douguine est le théoricien d'un empire continental traditionnaliste *eurasien* opposé au libéralisme *« atlantique et océanique.* »

Douguine est l'ami en France d'Alain Soral (1958), le médiatique provocateur raciste, négationniste, et antiféministe, en délicatesses avec le Front national, et de Alain de Benoist (1943), le grand

intellectuel éclectique parisien d'une extrême-droite « éclairée », ainsi que de Marion Maréchal-Le Pen. Douguine les invite, les recommande en Russie et publie avec eux.

Les modèles déclarés de Douguine sont les frères Strasser, Gregor (1892-1934) et Otto (1897-1974), les dirigeants de « l'aile gauche » anti-bourgeoise et anticapitaliste du Parti nazi allemand. Hitler fit assassiner en 1934 Gregor qui avait été son rival en 1932, tandis que Otto s'était exilé dès 1933 en Tchécoslovaquie puis aux Etats-Unis.

Alexandre Douguine, dès ses études à Moscou en 1979, avait animé un cercle clandestin traditionaliste, ésotérique et religieux. Son inspiration était l'œuvre abondante du Français René Guénon (1886-1951), un réactionnaire dans le vrai sens du terme d'un retour au passé, admirateur de l'hindouisme, entre autres traditions orientales, à la recherche d'une tradition originelle asiatique commune mais *supérieure* (?) à l'humanité. Guénon vécut retiré depuis 1927 au Caire comme Soufi. Douguine publia dès 1991 sa traduction russe du livre de Guénon de 1927 *La Crise du Monde moderne*, un livre à succès en France que Gallimard republie toujours chez 10/18.

Douguine fonda en 1993 le Parti *national-bolchevique* russe. Il avait existé en 1923-1933 en Allemagne, puis dans l'émigration allemande entre 1933 et 1945, une nébuleuse *nationale-bolchevique* de « passeurs » entre le Parti communiste et la mouvance des frères Strasser dans le Parti nazi.

Pour Alexandre Douguine et ses amis, la Démocratie et les Droits humains ne sont pas des valeurs universelles mais des valeurs locales de l'Occident. Ils opposent à l'individualisme libéral occidental leur vision de la société comme un corps organique dirigé par une forte « élite spirituelle ».

Le nouvel *Empire d'Eurasie* sera dirigé par l'Etat russe, obéissant à un souverain, qui s'agrègera les pays orthodoxes des Balkans, les anciennes républiques soviétiques d'Asie Centrale ainsi que l'Iran. Douguine et Poutine insistent beaucoup sur le caractère multiethnique de la Russie qui associe aux Slaves les peuples musulmans du Caucase et de l'Asie centrale ainsi que tous les nombreux peuples sibériens.

Les brigades tchétchènes servent aujourd'hui à l'armée russe de tueurs d'Ukrainiens et Ukrainiennes (mais notons aussi que des bataillons d'exilés tchétchènes combattent dans l'armée ukrainienne.).

Marcela Salivarova, l'épouse tchèque de l'acteur Jean-Luc Bideau, rappelle dans son billet assez trouble dans *Le Temps* de Genève du 23 mai 2022 qu'il a existé à Prague, puis à Paris, en 1923-1926, la *Revue Eurasie* dédiée à une « troisième voie entre le communisme et l'Occident » éditée par le professeur de linguistique émigré prince Nicolas Troubetskoï (1890-1938), le grand spécialiste des langues sibériennes, et Sergueï Efron (1893-1941), le mari de la poétesse Marina Tsvetaïeva (1892-1941). Efron avait été un *garde blanc* durant la Guerre civile et, dans l'émigration russe en Europe occidentale, il va être un meurtrier agent du NKVD.

Alexandre Douguine a publié en 1997 *Fondamentaux de Géopolitique*, un manuel utilisé pour la formation des officiers et des diplomates russes. C'est un programme détaillé d'élargissement de la Russie et d'actions pour déstabiliser les Etats-Unis, l'OTAN et l'Union européenne. Steve Bannon, le conseiller d'extrême-droite de Donald Trump, recommande chaudement ce livre.

Un maître à penser de cette sainte clique, c'est le philosophe Ivan Iline (1883-1954). Aristocrate, grand propriétaire terrien, il était professeur de Droit à l'Université de Moscou en 1922 quand le gouvernement bolchevik l'expulsa vers l'Allemagne en même temps que 160 professeurs d'opinions conservatrices. Ivan Iline avait été membre depuis 1905 du Parti KD/ "*Cadet*", le parti libéral russe

où il se situait à la droite du parti.

Travaillant à Berlin dans un institut du Ministère allemand des Affaires étrangères, personnalité de l'émigration russe *blanche* et ami d'anciens officiers tsaristes, Ivan Iline a produit une abondante œuvre juridique, politique et morale du point de vue de la Grande Russie impériale et de l'Eglise orthodoxe. Il justifiait l'antisémitisme par le rôle qu'ont joué des Juifs dans le Parti bolchevik. Ses œuvres complètes ont été publiées en vingt huit-tomes en Russie de 1998 à 2003.

Admirateur de l'Italie fasciste de Mussolini, Ivan Iline a salué en 1933 la venue au pouvoir de Hitler et des nazis. Mais, comme bien des universitaires allemands d'extrême-droite, il fut vite déçu et, d'ailleurs, repoussé par les nazis et il dut fuir l'Allemagne pour la Suisse en 1934.

Iline écrivait que *« L'Ukraine est la région de Russie qui court le plus grand danger de division et de conquête. Le séparatisme ukrainien est artificiel, sans fondements véritables. Il est né de l'ambition de ses capitaines et de l'intrigue militaire internationale »* faisant allusion à la conquête de l'Ukraine par l'armée allemande en 1918 et sa séparation de la Russie comme un protectorat allemand.

Vladimir Poutine a organisé en 2005 le transfert solennel de la dépouille de Ivan Iline, et celle de sa femme, de Suisse au cimetière du Monastère Donskoï près de Moscou, où les prélats de l'Eglise russe ont officié dans des véritables funérailles d'Etat avec toutes les pompes de l'Eglise orthodoxe. Cela conjointement auprès d'une tombe voisine pour la dépouille ramenée des Etats-Unis du général Anton Dénikine (1872-1947), qui avait été en 1920 le commandant en chef des armées blanches dans la Guerre civile russe.

Dénikine a rédigé des volumineuses *Mémoires*, que Poutine a fait publier par l'Etat en plusieurs volumes.

Le général Dénikine, lui aussi, dans ses *Mémoire*s, excuse les massacres de Juifs commis par les armées *blanches* par le grand nombre de Bolcheviks Juifs. Comme Commandant en chef des armées blanches, Dénikine n'avait réprimé que mollement ces *pogroms* commis par ses subordonnés.

Poutine et son régime, c'est la revanche des *Blancs* tsaristes, qui avaient perdu la Guerre civile de 1918 à 1920, gagnée par les Bolcheviks.

En 2009, au Cimetière Donskoï, les tombes de Ivan Iline et du général Dénikine, plus celle du général blanc Vladimir Kappel (1883-1920), ont été transformées en un *Mémorial des Combattants Blancs*.

En 2005 également, on a érigé à Saint-Pétersbourg, et à Irkoutsk, là où les *Socialistes Révolutionnaires* de Sibérie et les Bolcheviks l'avaient jugé et fusillé, des statues de l'amiral Alexandre Koltchak (1874-1920) que tous les généraux des armées *blanches* et le *Conseil Suprême Allié* à Versailles avaient reconnu au printemps 1919 comme *chef suprême des armées russes et chef de l'Etat russe*.

Dans la Crimée qu'il a annexée en 2014, Poutine a fait ériger des statues du général Pyotr Wrangel (1878-1928) qui fut le dernier commandant en chef des armées *blanches* en 1920-1921 avant que la Marine de guerre française ne l'évacue de Crimée, lui et son armée, en novembre 1921, devant l'arrivée de l'Armée Rouge. Marquant la fin de la Guerre civile russe.

Que Ivan Iline, le maître à penser de Poutine, ait eu des sympathies pour le nazisme et que son inspirateur intellectuel Alexandre Douguine se réclame des frères Strasser, fait de sa prétention à « dénazifier » l'Ukraine une sinistre plaisanterie. [4]

Poutine a interdit Memorial

La plus grande organisation indépendante, *Memorial* / Меморuал, créée en 1989 en URSS par le physicien Andreï Sakharov pour défendre, aider, retrouver, réhabiliter, exhumer et ré-enterrer toutes les victimes du stalinisme, des répressions, du Goulag, aider les survivants, ériger des monuments aux victimes à travers le pays, compléter et conserver les archives, informer les familles, promouvoir la recherche historique, a mobilisé des milliers de Russes et d'habitants de l'ex-URSS. *Memorial* a combattu ces dernières années la réhabilitation de Joseph Staline par Poutine qui se déclare son admirateur *« parce qu'il a créé un pays grand et fort. » Memorial* est devenue la principale organisation de défense des Droits humains dans la nouvelle Russie.

Memorial a été dissoute par la Cour suprême russe le 21 décembre dernier 2021 pour violation des lois sur les « agents de l'étranger ». Depuis 2009, *Memorial* était harcelée par la police et la justice russes.

Ses dirigeants et ses militants prennent aujourd'hui courageusement position contre l'invasion de l'Ukraine. Et se retrouvent en prison.

L'Empire russe, une puissance impérialiste mondiale

Aux XVIIe et XVIIIe siècles, l'Empire moscovite a conquis toute la Sibérie et l'Asie centrale, les a peuplées de colons russes et a asservi d'innombrables peuples non russes. La Suède chassée de la côte baltique, la Crimée et la côte de la mer Noire ont été enlevées à l'Empire ottoman, la Sibérie a été colonisée jusqu'à la côte Pacifique, l'Alaska a été occupé et la marine de guerre russe a rencontré la marine de guerre espagnole en Californie.

La tsarine Catherine II, la *Grande Catherine*, qui a régné de 1762 à 1796, ses ministres et ses petits-fils, imaginèrent le projet de conquérir Constantinople/Istanbul. En russe, Constantinople/Istanbul, le siège de l'Empereur romain jusqu'en 1453, et le siège du Patriarche oecuménique de l'Église orthodoxe, c'est en russe *Zargrad*/ Царьград, la *Ville de l'Empereur*, *Tsar* c'est César.

Entre les mains des Russes, Istanbul serait la porte de la Méditerranée pour la marine de guerre russe. C'est ce que vise aussi Poutine aujourd'hui qui a massacré les Syriens pour préserver la base navale russe de Tartous et cherche à s'attirer Recep Erdogan, le Président de la Turquie.

Vladimir Lénine qualifiait la Russie de « prison des peuples ».

L'Empire russe était la grande puissance coloniale du continent eurasiatique : La noblesse grand-russe, l'armée, la bureaucratie du tsar, et les colons russes, régnaient sur de nombreux peuples non russes : Polonais, Baltes, Finlandais, Biélorusses, Ukrainiens, Moldaves, Géorgiens, Arméniens, et autres peuples caucasiens, Tchétchènes, Ossètes, Tatars, Kazakhs, Turkmènes, Mongols, Kirghizes, Ouzbeks, Samoyèdes, Yakoutes, et bien d'autres.

Lénine et les Bolcheviks ont défendu le Droit de tous les peuples et de toutes les nations à la liberté, à la détermination autonome de leur avenir, à l'égalité avec les autres peuples, à la sécession et à l'indépendance de leur propre État, s'ils le voulaient. C'est pourquoi, en 1917-1922, ils ont accepté que se séparent de la Russie, la Pologne, la Finlande, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie, comme des Etats bourgeois, et en 1924, ils ont donné à la nouvelle *République socialiste soviétique* une *Constitution fédérale*, celle de l'*Union des Républiques Socialistes Soviétiques* / l'URSS. Et aussi une Constitution fédérale à la plus grande des républiques fédérées : La *Fédération de Russie*. Ils ont mis en œuvre un gigantesque programme de recherche et de mise en valeur de plus d'une centaine

de langues orales et leur enrichissement par une écriture quand elles n'en avaient pas encore, avec des moyens imprimés, des journaux, des livres, des manuels scolaires, et puis aussi la radio, et plus tard la télévision.

Aujourd'hui encore, dans la *Fédération de Russie*, après la séparation en 1991 des quinze républiques de l'URSS, seuls 70% de ses habitants sont Russes, les autres se répartissent en 160 peuples ou nations différentes, les plus nombreux étant les Tchétchènes et les Tatars, tous deux de religion musulmane.

Vingt-deux d'entre eux correspondent à une *république autonome* avec sa propre langue.

Toutes ces minorités nationales ont subi des décennies de russification stalinienne. Il faudrait s'intéresser à la situation réelle de leur existence nationale aujourd'hui.

Le gendarme de la réaction absolutiste en Europe

Les armées russes, prussiennes et autrichiennes, ont occupé Paris en 1814 pour rendre son trône au roi de France.

A partir de 1815, le tsar Alexandre Ier, le petit-fils de la grande Catherine II, était l'*hégémon* dirigeant de la *Sainte-Alliance*, l'alliance des souverains européens contre les Jacobins qui avaient guillotiné le roi de France en 1793, le libéralisme et les soulèvements populaires démocratiques. Une alliance de princes de l'Eglise et d'informateurs de police qui, par exemple, organisa une expédition militaire en Espagne en 1823 pour renverser le nouveau gouvernement libéral en venant à l'aide du roi Ferdinand VII.

Le ministre des Affaires étrangères de Poutine, Sergueï Lavrov (1950), se déclare un admirateur du ministre des Affaires étrangères des tsars Nicolas Ier et Alexandre II, Alexandre Gortchakov (1798-1883), qui était le véritable *préfet de discipline* conservateur de l'Europe entière.

Les grandes révoltes polonaises de 1830-1831 et de 1863-1864

Par deux fois, en 1831 et en 1863, la Pologne asservie s'est soulevée contre le *Tsar de toutes les Russies* pour rétablir un État-nation polonais indépendant.

Voilà les vrais précédents de l'invasion actuelle de l'Ukraine par la Russie. La cruauté des chauvins de la Grande Russie, qui n'acceptent pas les petits voisins slaves comme des nations indépendantes, mais veulent les soumettre par le feu et par le sang et les russifier.

Entre novembre 1831 et octobre 1832, contre le tsar Nicolas Ier, et à nouveau entre janvier 1863 et juin 1864 contre son successeur Alexandre II, de grandes armées de volontaires polonais ont tenu en échec une armée russe plus nombreuse, mais ont finalement été vaincues après des batailles acharnées, des campagnes militaires à travers tout le pays et des lourdes pertes des deux côtés. Les deux fois, le sort des Polonais a eu un grand retentissement parmi la gauche européenne, Libéraux, Radicaux, et Socialistes, qui se sont solidarisés avec la libre Pologne.

Les deux fois, la Prusse a aidé la Russie, en 1863-1864 sous la direction d'Otto von Bismarck, le premier ministre du roi de Prusse, plus tard premier Chancelier allemand. La Prusse opprimait elle-même des populations polonaises en Prusse orientale et en Poznanie. Le gouvernement autrichien, qui administrait la région de Cracovie et la Galicie ukrainienne (Lviv/ Lemberg), se comportait de

manière un peu plus libérale.

Les deux fois, les insurgés se sont battus sous le drapeau aux quatre écussons : Pologne, Lituanie, Biélorussie et *Ruthénie* (= Ukraine). En février 1863, la ville de Kyiv/ Kiev s'est elle aussi soulevée contre le tsar.

En 1831, l'insurrection polonaise a bénéficié de nombreux soutiens en Occident, notamment en France, où la Révolution de 1830 venait de triompher, aux États-Unis, et surtout en Allemagne, où elle a soulevé les esprits contre la Prusse. Le roi de Saxe a ouvertement soutenu l'insurrection polonaise. C'est qu'au début du XVIIIe siècle, deux Princes-électeurs de Saxe avaient été rois de Pologne-Lituanie.

Karl Marx rappelle en 1867 que l'insurrection polonaise de 1831 a sauvé la Révolution française de 1830 car Nicolas Ier préparait une expédition de la Sainte Alliance pour envahir la France et remettre sur le trône Charles X. [5]

En 1863-1864, la lutte pour la liberté polonaise a suscité un élan de solidarité encore plus grand en Europe occidentale et en Amérique. De nombreux volontaires venus de France, d'Italie, de Grande-Bretagne, de Hongrie, ont rejoint les troupes polonaises insurgées. Les gouvernements français et britannique ont certes blâmé la Russie, exigé un armistice, une amnistie, la libre élection d'une assemblée nationale polonaise et le respect des Droits des Polonais, mais ne sont pas allés plus loin que de timides démarches diplomatiques.

En 1832, après la défaite des Polonais, le tsar Nicolas Ier a tout simplement supprimé les autorités autonomes du *Royaume russe de Pologne* et l'Université de Varsovie. Les étudiants polonais durent désormais aller étudier à Saint-Pétersbourg ou à Moscou. La Pologne devenait une simple province russe. Des milliers et des milliers de Polonais ont fui vers l'Ouest.

Après la défaite de 1864, le tsar Alexandre II a définitivement interdit la langue polonaise comme langue officielle de l'Ecole et de l'administration. De même, en 1876, il interdisait l'emploi de la langue ukrainienne dans la presse, l'édition, le théâtre et le chant. Le Russe devenait obligatoire en Pologne et en Ukraine, comme dans tout l'Empire.

En 1831-1832 comme en 1863-1864, les armées russes ont dévasté des provinces entières, rasé des villages et assassiné des prisonniers de guerre polonais. Une grande partie des armées russes était composée de jeunes recrues inexpérimentées. Après la défaite polonaise de 1864, les officiers polonais capturés et les membres du gouvernement provisoire polonais ont été immédiatement pendus.

En 1832, deux armées polonaises avaient pu trouver refuge en Allemagne.

Après la défaite de 1864, des centaines de personnes ont été exécutées et plusieurs dizaines de milliers ont été déportées en Sibérie.

Le soulèvement polonais a passionné la *Première Internationale socialiste*, fondée en 1864. Une Pologne indépendante devint une préoccupation majeure de tous les Socialistes et de nombreux démocrates bourgeois. Le slogan des insurgés polonais était *« Pour notre liberté et pour la vôtre »*, le slogan que les combattants ukrainiens ont repris aujourd'hui. Et l'hymne polonais qui avait été composé en 1798 et fut entonné en 1848-1849 par les manifestants à Vienne, Berlin, Budapest et Prague, était chanté souvent dans l'Internationale Socialiste, la Première puis la Deuxième dès 1889 : *« Noch ist Polen nicht verloren = Non, la Pologne n'est pas encore perdue,…* » [6]

En 1849, l’armée russe écrase la République parlementaire hongroise

Le souverain de l’Autriche était roi de Hongrie depuis le XVIéme siècle.

Lors du Printemps des peuples de 1848, pendant les Révolutions française et allemande de 1848-1849, l’armée croate du général Jelacic a occupé Vienne le premier novembre 1848, écrasé les démocrates et les libéraux autrichiens et aidé l’empereur et ses ministres à reprendre le pouvoir.

Le soulèvement populaire du 15 mars 1848 à Budapest avait porté au pouvoir le parti réformiste du Parlement hongrois, dirigé par Lajos Batthyány et Lajos Kossuth. Ces libéraux ont voté la liberté de la presse et l’autonomie de la Hongrie vis-à-vis de l’Autriche.

Après la contre-révolution à Vienne, les armées croate et autrichienne ont envahi la Hongrie, aidées par l’armée russe du maréchal comte Ivan Paskevitch (1782-1856) qui avait réprimé dans le sang la grande révolte polonaise de 1832.

Pendant dix mois, l’armée hongroise a tenu en échec les armées d’invasion. Le 14 avril 1849, la Diète hongroise déclarait déchue la monarchie des Habsbourg et proclamait la République indépendante de Hongrie.

Deux héros de l’insurrection polonaise de 1831-1832, les généraux polonais Henryk Dembinski (1791-1864) et Józef Bem (1794-1850) avaient rejoint les Hongrois et commandaient des unités hongroises avec lesquelles ils se distinguèrent à nouveau.

Mais le 13 août 1849, malheureusement, l’armée hongroise dût finalement capituler devant Paskevitch. De nombreux libéraux et radicaux hongrois ont fui le pays, parmi eux Lajos Kossuth. Nombre d’entre eux se sont réfugiés aux Etats-Unis où ils ont combattu dans l’armée de l’Union lors de la Guerre civile de 1860-1865.

L’empereur d’Autriche redevenu maître de la Hongrie, treize généraux de l’armée hongroise ont été pendus à Arad le 6 octobre 1849 et le Président du gouvernement de la République hongroise Lajos Batthyány a été fusillé à Budapest.

Les généraux polonais Dembinski et Bem avaient pu de justesse se réfugier en Turquie. [7]

Le tsarisme était le champion et le gendarme de la réaction féodale en Europe et, en tant que tel, il était craint et haï par Karl Marx et Friedrich Engels, ainsi que par tous les Socialistes. Dans son article paru dans *Die Neue Zeit* en mai 1890, « La politique extérieure du tsarisme russe », Friedrich Engels écrira :

« Nous, les partis ouvriers d’Europe occidentale, nous avons un double intérêt à la victoire du parti révolutionnaire russe. Premièrement, l’Empire russe des tsars représente à la fois le plus grand bastion, la dernière position fortifiée et l’armée de réserve de la réaction européenne ; sa simple existence passive constitue une menace et un danger pour nous. Deuxièmement - et nous n’avons pas suffisamment mis en évidence ce point - ses perpétuelles immixtions dans les affaires de l’Occident freinent et troublent notre développement normal, ces immixtions tendant essentiellement à conquérir des positions géographiques, qui lui assureraient l’hégémonie en Europe et rendraient impossible la victoire du prolétariat européen. Karl Marx a eu le mérite d’avoir montré - d’abord en 1848 et ensuite à des multiples reprises - que le parti ouvrier d’Europe occidentale devait de toute nécessité mener une guerre implacable au tsarisme russe. En intervenant dans le même sens, je ne fais que poursuivre l’œuvre de mon ami défunt et achever ce qu’il ne lui fut pas permis de mener à terme. » [8]

L’impérialisme russe au XXe siècle : tsariste puis stalinien… et à nouveau tsariste

La Russie fut l’un des participants majeurs au « Grand Jeu » des rivalités entre les grandes puissances impérialistes, avec des armées de terre et des flottes de guerre toujours plus puissantes mobilisées les unes contre les autres. La Russie menait sa propre politique impérialiste, par exemple dans les Balkans avec la Serbie comme *enfant chéri*.

Aujourd’hui, la Serbie est à nouveau la *protégée* de Vladimir Poutine.

Dans les années 1890, l’avancée de la Russie menaçait l’Empire britannique en Perse/Iran, en Afghanistan, à la frontière nord de l’Inde, et en Mandchourie. En 1884, la ligne de chemin de fer russe, payée par des emprunts à la Bourse de Paris, atteignait Samarcande, Boukhara, Achkhabad, près des frontières iranienne et afghane. La Russie avait fondé Vladivostok sur la mer du Japon en 1860, où le Transsibérien est arrivé en 1897, et a occupé la Mandchourie en 1900.

En été 1900, l’armée russe de Mandchourie a contribué de manière décisive, avec les troupes allemandes, américaines, britanniques, françaises, austro-hongroises, italiennes et japonaises, toute une croisade impérialiste, à occuper Pékin, à dévaster la Chine du Nord par le feu et l’acier, et à contraindre l’Impératrice douairière Tseu Hi/Cixi à ouvrir son Empire à l’exploitation et à l’occupation occidentales. Le 7 septembre 1901, le gouvernement chinois dut signer le « Grand Protocole » : Le Royaume-Uni, qui possédait déjà Hong Kong, reçut en plus Weihai ; l’Allemagne reçut le port de Tsingtao (Quingdao) ; la Russie, la péninsule de Liaodong ; le Japon, le port de Tientsin ; la France, le Japon, et le Royaume-Uni, reçurent des quartiers supplémentaires de Shanghai qui agrandirent encore la « concession internationale » de cette ville ; les grands fleuves chinois devenaient des « eaux internationales » où patrouillèrent les canonnières des puissances ; la Chine dut payer jusqu’en 1939 aux huit puissances une indemnité astronomique de 450 millions de *taels* d’argent fin : en 1939, elle aura payé l’équivalent en termes réels de 61 milliards de dollars d’aujourd’hui.

Ce sont les Traités inégaux que Tchang explique à Tintin dans *le Lotus bleu*, paru en 1935, dont l’action se déroule dans la « concession internationale » de Shanghai en 1933 quand les Japonais occupent la ville.

C’est la terrible humiliation qui enflamme aujourd’hui le désir de revanche les Nationalistes chinois d’une Chine redevenue une puissance mondiale majeure.

Dès 1904, le redoutable renforcement de l’Allemagne, industriel, technologique, commercial, naval – sa marine de guerre bientôt la deuxième du monde derrière la Royal Navy – a cristallisé les fronts définitifs de la *Première Guerre mondiale 1914-1918* : France + Grande-Bretagne + Russie contre Allemagne + Autriche-Hongrie + Turquie. Paris et Londres ont promis à la Russie de lui offrir Constantinople.

Tout le monde savait que l’armée allemande prévoyait d’écraser et d’encercler l’armée française autour de Paris en 40 jours de guerre éclair. Les Français avaient donc besoin d’une aide immédiate de la Russie. En effet, l’armée russe a été la première à mobiliser le 25 juillet 1914 déjà et elle a immédiatement attaqué la Prusse orientale le 4 août. Elle n’était toutefois pas de taille face à la puissance allemande et elle a été rapidement défaite. Par contre, sur le front ukrainien, l’armée russe a mis en pièces l’armée austro-hongroise en 1915-1916.

La République soviétique d'Ukraine

Lorsque l'Allemagne a capitulé en novembre 1918, la Pologne et la Finlande se sont constituées en républiques bourgeoises indépendantes reconnues par la République soviétique russe.

Quand, en août 1917, les paysans de la Russie insurgés se sont partagés les terres de la noblesse, les paysans ukrainiens se sont débarrassés de leurs seigneurs, pour la plupart des nobles polonais.

En novembre 1918, les Ukrainiens se sont soulevés contre le gouvernement que l'Allemagne leur avait imposé. La guerre civile en Ukraine fut quadripolaire :

• Les *Nationalistes Ukrainiens* liés au *Parti socialiste-révolutionnaire*, c'est-à-dire la social-démocratie pro-capitaliste qui avait eu la majorité à l'Assemblée constituante russe en janvier 1918.

• L'armée contre-révolutionnaire *blanche* des officiers tsaristes, absolument opposés à toute autonomie ou spécificité culturelle de l'Ukraine.

• Les Communistes avec l'Armée Rouge.

Aux Bolcheviks proprement dits s'ajoutaient les *Borotbistes* (*combattants*), le *Parti communiste d'Ukraine*, issu de la gauche du *Parti socialiste révolutionnaire*.

• L'armée paysanne des Anarchistes de Nestor Makhno (1888-1934) alliée un temps avec l'Armée Rouge qui les dispersa ensuite.

En 1920, l'Armée Rouge contrôlait toute l'Ukraine et Lénine a organisé une *République autonome d'Ukraine* avec son propre gouvernement et sa langue officielle ukrainienne. Lénine et les Bolcheviks ont veillé à que cette Ukraine soit gouvernée par des communistes ukrainiens, ou tout au moins pas des Grands-Russes. Le premier Président du gouvernement soviétique ukrainien fut le très respecté Christian Rakovski (1873-1941), le leader de la gauche social-démocrate roumaine, de langue maternelle bulgare et ami de Trotski.

Lorsque Lénine a été frappé par sa première attaque cérébrale en 1922, le Commissaire du peuple aux Nationalités Joseph Staline s'est révélé un centraliste grand-russe dictatorial et chauvin, comme Lénine l'a dénoncé en 1923 quand il a pu reprendre le travail.

Avec la *Nouvelle Politique Economique*/NEP de 1921 du gouvernement soviétique et jusqu'à la consolidation du pouvoir personnel de Staline en 1929, l'Ukraine a connu une réelle modernisation avec l'essor de sa langue et de sa culture propre.

A partir de la mort de Lénine en 1924, Staline a chassé des communistes ukrainiens du gouvernement de Kiev en les calomniant et persécutant comme Nationalistes ukrainiens. Deux communistes ukrainiens éminents, qui voulurent maintenir la promotion de la langue, de la culture et de l'autonomie ukrainiennes tout en restant fidèles à Staline, ont néanmoins été calomniés et détruits comme « *nationalistes contre-révolutionnaires* » :

• Mykola Skrypnik (1872-1933), vieux-bolchevik depuis 1901, secrétaire à l'Intérieur de Christian Rakovski puis secrétaire à la Justice puis à l'Education dès 1927, a été éliminé en 1933 et s'est suicidé le 7 juillet 1933 à Kharkiv.

• Olexander Schumsky (1890-1946), un des leaders des Borotbistes, ministre de l'Education de Christian Rakovski en 1919-1920 puis à nouveau de 1924 à 1927 sous Vlas Chubar (qui avait succédé à Rakovski et sera exécuté en 1939 dans la Grande Terreur). Schumsky a été banni

d'Ukraine en 1927. Comme vétérinaire, il fut alors Recteur de l'Institut Polytechnique de Leningrad. Arrêté en 1933 lors de la rafle des anciens Borotbistes, il sera libéré en 1943 et assassiné en 1946 par un commando du KGB alors qu'il était sur le chemin de son retour en Ukraine.

En 1928, alors que Staline renforçait de plus en plus son pouvoir exclusif sur l'Union soviétique, sa folle collectivisation forcée de l'agriculture s'est transformée en une guerre de l'Etat contre toute la paysannerie. Et en Ukraine, en un véritable génocide des Ukrainiens par la famine organisée par l'Etat en 1933-1934, le *Holodomor*, qui a fait plusieurs millions de morts. Le règne de terreur de Staline a décimé toute l'URSS.

Par le traité de Brest-Litovsk de février 1918, l'occupant allemand avait séparé de la Russie une Ukraine « indépendante » et des Etats finlandais et baltes « indépendants » sous occupation allemande. Dans la Première Guerre mondiale, l'Allemagne avait perdu ses colonies en Afrique et en Océanie et voyait donc dans l'Est de l'Europe un *Empire colonial* plus réaliste où installer des paysans allemands, exploiter les matières premières et la main-d'œuvre bon marché, et commercialiser les produits allemands sans concurrence.

Staline a cru pouvoir échapper à l'invasion allemande en s'accordant avec Hitler en août 1939, aux dépens de la Pologne et au désarroi de millions de communistes dans le monde entier. Staline a aidé l'Allemagne à vaincre la Pologne, a assuré à Hitler un Est tranquille pour qu'il puisse retourner toutes ses armes contre la France et la Grande-Bretagne à l'Ouest. Staline a obtenu en échange le tiers oriental de la Pologne, ainsi que les pays baltes.

« Par précaution », Staline avait fait exécuter en 1937 tous les dirigeants du *Parti communiste polonais*, et des milliers de ses membres vivant en exil en URSS, et il avait ordonné en 1938 la dissolution pure et simple du Parti communiste polonais par l'Internationale communiste. Pour le chauvin grand-russe Joseph Staline, la Pologne, c'était tout simplement la Russie.

Le 21 juin 1941, l'armée allemande a attaqué l'URSS sans avertissement.

Lavrenti Beria (1899-1953), le directeur du NKVD, proposa d'offrir immédiatement à l'Allemagne l'Ukraine et les pays baltes afin de stopper l'invasion par une négociation. Staline a refusé, mais Hitler aussi. [9]

Staline a réagi à l'attaque allemande en radicalisant son chauvinisme grand-russe par l'exaltation du patriotisme Grand-Russe : Livres et films à la gloire des tsars tyranniques du passé : Ivan le Terrible (1530-1585) et Pierre le Grand (1672-1725), et des généraux des Tsars, légalisation de l'Eglise et autorisation d'élire un Patriarche, de créer des séminaires de formation des prêtres, etc.

Et en 1943, la dissolution pure et simple de l'*Internationale communiste*.

Entre-temps, les Allemands avaient occupé toute l'Ukraine pendant plus de trois ans. Certains Nationalistes ukrainiens furent prêts à aider les Allemands pour obtenir en échange une Ukraine indépendante. Les Allemands ont d'abord collaboré avec ces Nationalistes. Mais peu de temps après, ils les ont tous envoyés dans des camps de concentration.

Les massacres perpétrés par les Allemands ont été particulièrement massifs en Ukraine. C'est en Ukraine que les SS ont assassiné massivement le plus de Juifs.

En Ukraine comme en Biélorussie, et dans les parties occupées de la Grande Russie, des milliers de partisans : Biélorusses, Russes, Ukrainiens, et d'autres Nationalités, dont de nombreux Juifs, ont combattu les forces d'occupation allemandes.

Dans l'Armée Rouge combattant les Allemands, plus d'Ukrainiens sont morts que de Français, Britanniques et soldats des Etats-Unis durant la Deuxième Guerre mondiale.

Après la libération de l'Ukraine par l'Armée Rouge en 1943-1944, certains Nationalistes ukrainiens ont mené une guerre de guérilla contre le NKVD et l'Armée Rouge jusqu'en 1947. Jusqu'à ce qu'ils soient écrasés, exécutés ou déportés en Sibérie.

Dans l'Ukraine indépendante depuis 1991, il existe de tels nationalistes d'extrême-droite, et même quelques pro-nazis, antisémites, rattachés aux collaborateurs qui voulurent collaborer avec les Allemands en 1941. Très actifs et bien armés, ils ne représentent cependant qu'une petite minorité à l'extrême-droite de l'éventail politique de l'Ukraine actuelle. [10]

Poutine veut *« libérer l'Ukraine dominée par les nazis »*. Il s'agit là d'une calomnie flagrante de la démocratie parlementaire ukrainienne, certes bien imparfaite.

Le Président ukrainien Volodymir Zelensky est Juif et de langue maternelle russe.

Lors de la création de l'Organisation des Nations unies / l'ONU en juin 1945 à San Francisco, le représentant de l'URSS, Andrei Gromyko (1909-1989), a remis en question, à juste titre, le fait que la Grande-Bretagne allait avoir plusieurs voix, à savoir Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, et même Inde, pas encore indépendante mais que Londres imposait comme membre fondateur de l'ONU. Washington et Londres ont alors accepté que l'Ukraine et la Biélorussie, deux républiques de l'URSS, soient également membres de l'ONU. C'est ainsi qu'en 1991, lorsque l'Ukraine s'est déclarée indépendante, elle était déjà membre de l'ONU depuis 46 ans. De manière purement formelle, certes, sous la toute-puissance du Kremlin mais avec un personnel diplomatique propre. Dans les années 1920, l'Ukraine soviétique avait eu ses propres ambassades dans les pays voisins, par exemple en Pologne et en Tchécoslovaquie.

L'insurrection de Varsovie en 1944

Pendant l'occupation allemande de 1939 à 1944, la résistance clandestine polonaise fut particulièrement forte et ingénieuse. Elle était dirigée par les sociaux-démocrates. Lorsque l'Armée Rouge victorieuse est entrée en Pologne en janvier 1944, le KGB a systématiquement exécuté les résistants polonais capturés ou les a déportés en Sibérie, au Goulag. Lorsque l'Armée Rouge est arrivée sur la Vistule en août 1944, dans les faubourgs de Varsovie sur la rive droite, la résistance, l'*Armia Krajowa*, a voulu libérer et occuper Varsovie afin d'accueillir l'Armée Rouge en position de force.

Staline ordonna d'attendre que l'insurrection de Varsovie soit écrasée par les Allemands. Pendant deux mois, l'Armée Rouge s'est contentée d'observer les terribles combats de l'autre côté de la rivière dans le centre-ville et n'a pas levé le petit doigt pour aider les résistants polonais, malgré les appels des Alliés.

Staline et ses bourreaux voulaient créer une « république populaire » polonaise sans Socialistes … et sans Nationalistes polonais. Les Communistes polonais, eux, avaient déjà été exterminés en 1937. Pour des chauvinistes grands-russes, la Pologne aussi, c'est la Russie.

Robert Lochhead

P.-S.

• Une correction a été ajoutée le 12 août à 18h34 : (mais notons aussi que des bataillons d'exilés tchétchènes combattent dans l'armée ukrainienne.)

Notes

[1] Le 28 octobre 1913, dans la ville alsacienne de Saverne/Zabern, les officiers du 99e régiment d'infanterie prussien ont insulté et menacé des recrues alsaciens et les habitants de la ville. La dénonciation par les journaux alsaciens et le refus de l'Etat-Major allemand d'accepter le blâme des officiers par le gouverneur impérial de l'Alsace-Lorraine, le comte Karl von Wedel, un diplomate et général prussien, ont suscité des mois de protestations en Alsace, des manifestations des Socialistes du SPD contre le militarisme dans toute l'Allemagne et un vote de défiance au Reichstag le 4 décembre 1913 par une majorité réunissant Zentrum (la future CDU), Parti progressiste et SPD.

[2] Vladimir Lénine, « La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », thèses 1916, *Sozial-demokrat*, février 1916. https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1916/01/19160100.htm

[3] Léon Trotski, « La question ukrainienne », 22 avril 1939, *Socialist Appeal*, Vol. III No. 31, 9 May 1939, pp. 1 & 2 https://www.marxists.org/francais/trotsky/œuvres/1939/04/lt1939

[4] Source : Marlène Laruelle, « The intellectual origins of Putin's invasion », *UnHerd*, London, 16th March 2022 https://unherd.com/2022/03/the-brains-behind-the-russian-invasion/
Marcela Salivarova Bideau, « Entre l'Europe et la Russie, fin de partie ? », *Le Temps*, 23 mai 2022.

[5] Karl Marx, « Célébration du quatrième anniversaire de l'insurrection polonaise de 1863 » https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/01/km22011867.htm

[6] Source : Anita J. Prazmowska, *History of Poland*, Palgrave Macmillan, London, 2011.

[7] Source : Miklós Molnár, *Histoire de la Hongrie*, Hatier, Paris, 1996.

[8] https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/russie/la_russie.pdf

[9] John Lukacs, June 1941 : *Hitler and Stalin*, Yale University Press, New Haven, London, 2006.

[10] « La tragédie de la classe ouvrière ukrainienne », 22 juillet 2022, *Europe Solidaire Sans Frontières*.